

Des filières porcines qui s'internationalisent dans un contexte pourtant promoteur d'autonomie

Jan Peter VAN FERNEIJ et Boris DUFLOT

IFIP-Institut du Porc, La Motte au Vicomte BP 35104, 35651 Le Rheu Cedex, France

jan-peter.vanfernej@ifip.asso.fr

Des filières porcines qui s'internationalisent dans un contexte pourtant promoteur d'autonomie

La crise de la COVID-19 a mis en exergue la dépendance extérieure française et européenne dans certains secteurs stratégiques. La résilience agroalimentaire a toutefois été saluée durant la crise, facilitée par la forte autosuffisance agricole française et européenne. Le contexte sanitaire imprévisible (Covid-19, peste porcine africaine-PPA), le ralentissement des échanges internationaux, le ravivement de tensions commerciales et diplomatiques (Brexit, USA-Chine), la dénonciation des conditions de vie des travailleurs de la viande, et la spécificité des attentes sociétales sur l'élevage et l'alimentation portées en France et en Europe sont autant de signaux annonciateurs d'une influence croissante des politiques nationales et locales dans les stratégies des filières agroalimentaires et d'une relocalisation de leurs activités.

Pourtant l'analyse du commerce international des produits du porc montre à la fois une croissance des échanges entre bassins de production mondiaux excédentaires (Union européenne-UE, Zone de l'Accord Canada Etats-Unis Mexique-ACEUM, Brésil) et déficitaires (Asie de l'Est dont Chine), mais aussi une internationalisation des chaînes de valeur dans les bassins de production les plus denses (UE, ACEUM). Cette évolution repose sur l'exploitation d'avantages comparatifs, générateurs d'efficacité économique par la baisse des coûts de production, l'adaptation des produits à la demande et la recherche d'un nécessaire équilibre de valorisation de toutes les parties de la carcasse et des coproduits du porc.

Pour ce qui est de la sécurisation de l'approvisionnement, l'expérience récente de la PPA en Asie montre que le recours aux marchés internationaux fait partie de l'arsenal de gestion de ces risques. Les investissements à l'étranger d'entreprises du secteur sont à cet égard une voie originale. Mais ces stratégies d'internationalisation pourraient se heurter à des attentes sociétales grandissantes.

Pork chains internationalizing in a context that promotes self-sufficiency

The COVID-19 crisis has highlighted the dependence of France as well as the whole European Union (EU) on external resources in certain strategic sectors. Agri-food resilience, however, is welcomed during this crisis, facilitated by the strong agricultural self-sufficiency. The unpredictable health context (COVID-19, African swine fever (ASF)), slowdown in international trade, revival of trade and diplomatic tensions (Brexit, USA-China), denunciation of living conditions of slaughterhouse workers, and societal expectations of animal production and food raised in France and other European countries are all warning signs of greater control over the agri-food sector and probably of stronger localization of its activities. Analysis of international trade in pork products, however, shows growth in volumes traded between surplus-production areas (European Union, Canada-United States-Mexico Agreement-CUSMA, Brazil) and deficit areas (Eastern Asia, including China), but also internationalization of value chains in the densest production areas (EU, CUSMA). This development is based on exploiting comparative advantages, generating economic efficiency by decreasing production costs, adapting products to demand and searching for a necessary balance of using all parts of the pork carcass and by-products. In terms of supply security, the recent experience of ASF in Asia shows that connecting to international markets is part of a risk-management strategy. Foreign investment made by companies in the sector shows an original path in this regard. But these internationalisation strategies could come up against growing societal expectations.

INTRODUCTION

La crise de la COVID-19 a mis en exergue la dépendance de la France et de l'Europe dans leur approvisionnement en certains produits essentiels. Ces difficultés, avérées ou anticipées, ont conduit décideurs, politiques, chercheurs à s'interroger sur la nécessité d'autonomie de la France et de l'Europe dans certains secteurs stratégiques et à proposer une relocalisation de chaînes de production. L'agriculture et l'alimentation apparaissent parmi les secteurs les plus concernés.

Pourtant, malgré les nombreux facteurs de perturbations des chaînes de production et distribution agroalimentaires durant le confinement de mars à mai 2020, les consommateurs français et européens n'ont pas souffert de pénurie. La forte autosuffisance alimentaire française et européenne et les capacités d'adaptation des opérateurs des chaînes de valeur ont été analysés comme des facteurs concourant à cette bonne « résilience » agro-alimentaire.

Réciproquement, voyant au-delà de nos frontières, certains auteurs ont pointé du doigt les vulnérabilités des bassins de consommation déficitaires et les atteintes potentielles à la sécurité alimentaire mondiale qui apparaîtraient dans une mise en œuvre trop soudaine de restrictions des exportations agroalimentaires (Pouch et Mathieu, 2020). Prenant en compte également les dommages occasionnés par l'ouverture des marchés agricoles aux capacités de développement des agricultures des pays tiers, d'autres ont appelé au développement de systèmes alimentaires territorialisés qui respecteraient davantage les objectifs de développement et de souveraineté régionaux (Candau et Rastoin, 2019).

Dans ce contexte, notre article vise à documenter les principaux traits des développements récents des chaînes de valeur internationales du porc et de ses produits.

1. MATERIEL ET METHODES

Les analyses quantitatives produites dans cet article se basent sur deux types de sources : des données d'échanges internationaux et des bilans d'approvisionnement.

L'analyse des évolutions du commerce du porc et de ses produits dans le monde est réalisée à partir de la base de données EXPORC de l'IFIP. Cette base est constituée des déclarations douanières de pays exportateurs et importateurs de produits du porc, précisant le type de produits (selon la nomenclature NC8 en UE et SH6 hors UE), les volumes et les montants en valeur. Son périmètre géographique n'est pas exhaustif. Des déclarations douanières de certains pays minoritaires dans le marché du porc n'y sont pas répertoriées. Ainsi une partie du commerce intracontinental entre les pays d'Amérique du Sud, entre les pays asiatiques et entre les pays africains n'est pas couvert. Ces flux régionaux restent mineurs dans ces parties du monde aussi bien qu'à l'échelle du globe et on estime que cette base de données couvre plus de 90 % du commerce international des produits du porc. Parmi les données disponibles, les chiffres d'exportations sont privilégiés. En effet, leur comptabilisation est plus complète car le seuil d'obligation de déclaration est généralement inférieur pour les exportations par rapport aux importations. Cela signifie par exemple que nous comptabilisons comme importations de la Chine la somme des déclarations d'exportations de l'ensemble des pays vers la Chine.

Les bilans d'approvisionnement sont estimés par l'IFIP sur la

base de ces données du commerce et des données de production indigène fournies par l'USDA pour les pays non européens et par Eurostat pour les pays de l'Union européenne. Contrairement aux données d'échanges commerciaux qui sont exprimées en volumes de produits bruts échangés, les données de bilan comptabilisent les échanges commerciaux en tonnes équivalent carcasse, afin de pouvoir les comparer à la production. La comptabilisation en équivalent carcasse a l'inconvénient de ne pas prendre en compte les volumes de co-produits et graissés échangés.

Les analyses qualitatives sont basées sur les activités permanentes de veille économique internationale de l'IFIP qui consistent à collecter, synthétiser et analyser des informations provenant d'un réseau de contacts international et de publications concernant les marchés et entreprises du secteur.

2. DES FLUX AU LONG COURS QUI PROGRESSED

2.1. L'UE, l'Amérique du Nord et le Brésil dominent les exportations mondiales

En 2019, 19 millions de tonnes de viande, produits transformés et sous-produits du porc ont été transportés entre les pays du monde entier, incluant le commerce entre les pays de l'UE et au sein de l'ACEUM (Accord Canada Etats-Unis Mexique, ex-ALENA). Ces volumes ont doublé entre 2000 et 2010, mais au cours de la décennie suivante, l'augmentation a ralenti à + 18 % entre 2010 et 2019. Sans ces échanges intra-communautaires (UE et ACEUM), le commerce entre continents s'élève à 9,1 millions de tonnes en 2019, en augmentation de 36,5 % entre 2010 et 2019, soit deux fois plus forte qu'entre tous les pays confondus. L'UE, l'ACEUM et le Brésil réalisent 92 % des exportations mondiales en 2019, respectivement 50 %, 33 % et 9 %. Cette part était de 81 % en 2010. Autrement dit, le commerce mondial se développe et se concentre. Il se concentre d'autant plus que les exportations intercontinentales sont principalement le fait de quelques pays. Sept pays exportaient 77% des flux transcontinentaux en 2019 : l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas, le Danemark, les États-Unis, le Canada et le Brésil.

Une part croissante de la production de l'UE est destinée à être consommée en dehors de ses frontières. En 2019, 4,5 millions de tonnes équivalent carcasse (tec) ont été expédiées par l'UE, soit 14% de sa production, contre 8% en 2000.

La zone ACUEM a exporté 19 % de sa production en 2019, soit 3 millions de tec. Les exportations de l'ACEUM proviennent principalement des États-Unis et du Canada. Le Mexique y participe dans une moindre mesure et reste d'ailleurs très fortement déficitaire. Les flux au départ de l'ACEUM ont connu une forte progression entre 2000 et 2010. Le développement fut ensuite plutôt hésitant entre 2010 et 2015, les exportations états-uniennes répondant davantage à la croissance de la demande mexicaine, et les disponibilités étant limitées par la diarrhée épidémique porcine (DEP) qui provoqua une baisse de production en 2013-2014. Les investissements consécutifs d'amélioration de la biosécurité en élevage ont porté leurs fruits et permis d'accroître la production.

Le Brésil est un acteur de taille inférieure aux deux zones précédentes. Par le passé, sa forte dépendance au marché russe et des problèmes sanitaires récurrents ont perturbé le développement de ses exports et par conséquent de sa production. En 2019, près de 22 % de sa production était exportée, soit 0,86 Mtec, surtout vers la Chine et Hong Kong.

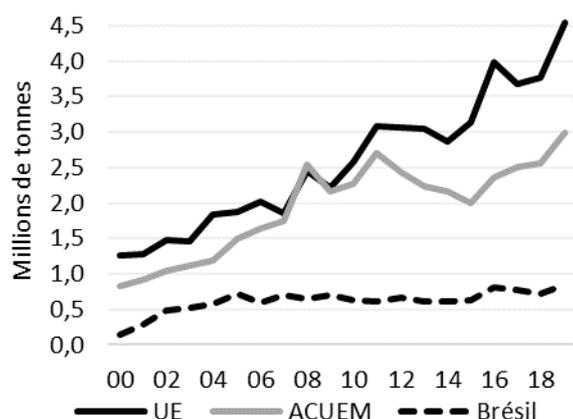


Figure 1 — Exportations depuis l'UE, l'ACUEM et le Brésil

Source : IFIP d'après Eurostat, douanes

Le développement des exportations depuis ces trois grands bassins de production s'est appuyé sur le développement de leur production. Entre 2000 et 2019, la production de l'UE a crû de 36% mais ses exportations de 122%. Pour l'ACEUM, les mêmes évolutions sont respectivement de 45% et 264% et le Brésil de 98% et 431%. Le développement des exportations a de fait rendu possible la poursuite de la croissance de la production dans un contexte de ralentissement de la demande intérieure.

Tableau 1 — Evolution des échanges commerciaux de viandes de porc des principaux acteurs du commerce international

UE	2000	2010	2018	2019
Exportations (mio. tec)	1,47	1,96	2,69	3,26
Export/production	8,3%	8,7%	11,2%	13,6%
Importations (mio. tec)	0,06	0,02	0,02	0,03
Import/consommation	0,4%	0,1%	0,1%	0,1%
ACUEM				
Exportations (mio. tec)	0,82	2,27	2,56	2,99
Export/production	7,5%	17,4%	16,8%	18,7%
Importations (mio. tec)	0,06	0,02	0,02	0,03
Import/consommation	1,1%	0,7%	1,7%	1,3%
Brésil				
Exportations (mio. tec)	0,16	0,60	0,72	0,86
Export/production	8,1%	18,7%	19,2%	21,7%
Importations (mio. tec)	0,06	0,02	0,02	0,03
Import/consommation	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
Chine				
Exportations (mio. tec)	0,144	0,275	0,202	0,135
Export/production	0,4%	0,5%	0,4%	0,3%
Importations (mio. tec)	0,07	0,41	1,46	2,45
Import/consommation	0,2%	0,8%	2,6%	5,5%
Russie				
Exportations (mio. tec)	0,00	0,00	0,04	0,07
Export/production	0,0%	0,0%	1,2%	2,0%
Importations (mio. tec)	0,31	0,82	0,08	0,11
Import/consommation	18,6%	29,2%	2,6%	3,2%
Japon				
Exportations (mio. tec)	0,00	0,00	0,00	0,00
Export/production	0,1%	0,1%	0,3%	0,2%
Importations (mio. tec)	0,95	1,20	1,48	1,49
Import/consommation	43,5%	48,2%	53,4%	55,0%

Source : IFIP d'après Eurostat et USDA

Ces exportations ont été permises aussi par le développement de la demande à l'import d'autres pays et régions du globe. Les pays d'Asie et d'Europe de l'Est occupent depuis longtemps cette fonction de principaux importateurs. Toutefois, les caractéristiques de la demande de ces pays sont très diverses et les volumes importés ont fortement évolué au cours des

dernières années.

2.2. L'Asie et surtout la Chine principaux importateurs

De 2000 à 2008, la Russie et le Japon sont de loin les deux pays qui importent le plus de produits du porc en volume, l'un ou l'autre occupant la première place selon les années. Ces importations croissent progressivement au cours de cette période jusqu'à dépasser le million de tonnes par an pour chacun des deux pays à partir de 2004-2005. Les importations chinoises progressent de manière chaotique à partir de 2007 pour finalement dépasser la Russie et le Japon en 2011, et connaître une seconde phase de croissance rapide à partir de 2016. Les développements différenciés de ces marchés sont la conséquence de l'évolution quantitative de leur demande, des types de produits achetés par ces importateurs, et d'évènements politiques, économiques et sanitaires.

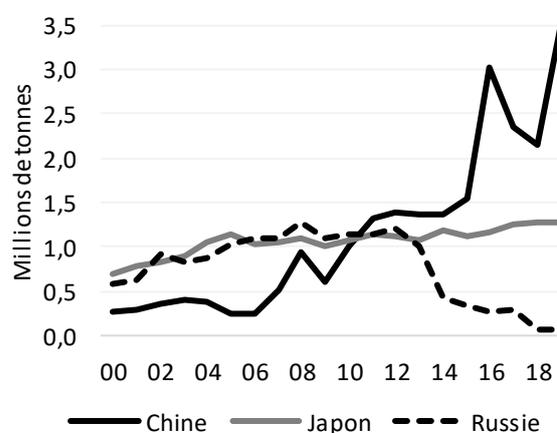


Figure 1 — Importations de la Chine, de la Russie et du Japon

Source : IFIP d'après Eurostat, douanes

Les importations japonaises de produits du porc augmentent graduellement depuis les années 1990 et continuent encore de nos jours. Ces importations viennent satisfaire une consommation croissante, alors que la production nationale est stabilisée à environ 1,3 million de tonnes. En 2019, ces importations venaient couvrir 55% des besoins de la consommation nationale. Le Japon se caractérise par l'achat de produits du porc de haute qualité, à forte valeur unitaire. Ceci est le résultat de plusieurs facteurs : tout d'abord le pouvoir d'achat élevé des Japonais et l'importance accordée au budget alimentaire, ensuite le degré de sélection et élaboration des produits demandés (côtes et poitrines désossées, juste niveau de gras...), enfin le système de tarification douanière très protecteur qui impose un prix minimum élevé des denrées importées. Toutefois le Japon a récemment signé plusieurs accords de libre-échange qui pourraient accélérer ses importations, comme l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et l'Accord de partenariat économique avec l'UE, ce dernier prévoyant une annulation des droits de douane sur la viande de porc.

Les importations russes de produits du porc se sont fortement développées durant les années 1990 et au début des années 2000, pour se stabiliser entre 1,0 et 1,2 million de tonnes annuelles entre 2005 et 2013. Au cours de cette période, la Russie était un débouché stable et majeur pour les exportateurs de l'UE qui couvraient les trois quarts de ses besoins, et également du Brésil qui couvrait 10 à 15% des besoins selon les années. Les importations russes étaient constituées d'une forte proportion de graisses, en moyenne un tiers en volume selon

les années, le reste étant constitué de viandes, environ 60%, de préparations. La destination principale de ces importations était la transformation en produits traditionnels (salaisons, saucisses). Les importations russes se sont drastiquement réduites en 2014. La Russie a en effet stoppé ses importations de l'UE après les premiers cas de Peste Porcine Africaine (PPA) en Pologne. L'embargo décidé à l'été 2014 par l'UE, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux après l'invasion russe en Ukraine a pérennisé et élargi cette situation à d'autres produits que le porc. Protégée de la concurrence internationale, la Russie a développé sa production. Seul le Brésil a continué à exporter de manière notable vers la Russie mais beaucoup moins à partir de 2018, d'une part car la Russie a identifié ponctuellement l'utilisation de ractopamine dans les élevages brésiliens approvisionnant son marché, d'autre part car le Brésil a fortement développé ses exportations vers d'autres destinations comme la Chine.

Depuis 2011, en dehors des échanges intracontinentaux, la Chine est en effet devenue la principale destination des produits du porc dans le monde. Les importations chinoises de produits du porc avaient commencé à augmenter sensiblement en 2007 et 2008 à la faveur d'une montée des prix intérieurs, révélateurs d'un déséquilibre entre offre et demande. Ces déséquilibres, inconstants car soumis aux cycles de l'offre de porc en Chine et à une ouverture saccadée de la Chine aux importations, se sont renforcés les années suivantes, pour culminer provisoirement en 2016 à 3 millions de tonnes de produits (Van Ferneij et Rieu, 2018), avant de redescendre dès 2017 et 2018, puis de connaître à nouveau une très forte croissance en 2019, qui se poursuit au premier semestre 2020. Ce dernier mouvement de croissance des importations est une conséquence directe de la PPA qui s'est étendue en Chine depuis août 2018. L'absence de maîtrise de la contagion a en effet conduit à un effondrement de la production, en raison des nombreux abattages sanitaires et d'un mouvement massif de décapitalisation engagé par des éleveurs ne sachant comment se protéger du virus. Nous estimons que la production nationale chinoise en 2020 sera de 28 millions de tonnes, contre 55 millions de tonnes en 2018. Afin de limiter au maximum la hausse du prix de porc au détail, la Chine se tourne vers les importations. Le prix moyen du porc en Chine se situe autour de 6 €/kg carcasse fin 2019 - début 2020 contre 2,30 €/kg avant la crise en 2018 et au début de 2019.

Plus largement, au cours des dix dernières années, 80% des importations internationales étaient le fait de dix pays. L'Asie occupe une place de plus en plus centrale, avec 79% des importations mondiales et plus de 83% des flux au départ de l'UE en 2019. Derrière la Chine et le Japon, la Corée du Sud ou les Philippines progressent.

2.3. Des évolutions dans les échanges intercontinentaux

2.3.1. Des interdépendances relatives entre exportateurs et importateurs

L'augmentation des importations chinoises s'est faite majoritairement au départ de l'UE qui compte pour deux tiers de ces volumes en 2019. Cette avance européenne a été construite dès 2007-2008, lors de la première phase de développement des importations chinoises. Les pays de l'UE étaient en effet parmi les rares à disposer d'un système de traçabilité garantissant l'absence d'usage de ractopamine, condition nécessaire d'accès à la Chine. Cette interdépendance entre UE et Chine s'amenuise car d'autres pays (Etats-Unis, Canada, Brésil) prennent une part croissante aux échanges,

grâce aux développements de leurs systèmes de traçabilité sanitaire. Les Brésiliens étaient fortement dépendants des débouchés russes et la fermeture progressive de ce marché à partir de 2017 a été un facteur incitatif pour ce développement vers la Chine.

Tableau 2 — Exportations vers la Chine, par origine

en 1000 t	2000	2010	2018	2019
Espagne	1	11	310	636
Allemagne	6	17	362	603
États-Unis	14	129	187	535
Danemark	2	127	218	368
Pays-Bas	2	2	189	325
Canada	7	48	281	254
Brésil	0	0	156	252
France	0	43	104	164
Hong-Kong	240	614	75	7
Autres	4	9	260	388
Total	276	1 000	2 142	3 531

Source : IFIP d'après Eurostat, douanes

Les importations japonaises dépendent à 61% de l'ACEUM, Etats-Unis, Canada et Mexique y contribuant en 2019 à hauteur respective de 31%, 21% et 9%. Parmi les Européens, seuls le Danemark et l'Espagne y contribuent notablement avec 11% et 9%. Le Japon est un marché difficile d'accès en raison du niveau qualitatif et de régularité des produits demandés, conditions qui requièrent une capacité importante de tri des pièces et des processus intensifs en main d'œuvre (désossage et découpe).

2.3.1. Une demande qui évolue qualitativement

Aux évolutions quantitatives des importations transcontinentales se conjuguent des évolutions qualitatives. Historiquement, et en dehors du marché spécifique japonais, elles véhiculaient majoritairement des co-produits et abats de faible valeur (têtes, oreilles, pieds), constituant un marché de dégagement. Cependant la croissance récente des importations est avant tout le fait des flux de viande. Ainsi en 2015 comme en 2019, les volumes d'abats importés par la Chine étaient d'environ 1,1 million de tonnes. En revanche, les volumes de viande ont plus que doublé, passant de 1,1 à 2,3 millions de tonnes. Au départ de l'UE, la part de viande congelée dans les exportations totales vers les pays tiers est passée de 45% en 2010 à 59% en 2019.

Cette demande de viande résulte d'une part de l'évolution du pouvoir d'achat des Asiatiques, en particulier des Chinois, et de la part croissante des viandes dans leurs régimes, d'autre part de l'urbanisation, du développement de la logistique froide et des circuits de distribution (restauration, supermarchés) véhiculant ces produits.

3. DES SPECIALISATIONS PRODUCTIVES DANS LES BASSINS DE FORTE PRODUCTION

3.1. Des fondamentaux dans les flux intra ACEUM

Les volumes échangés intra ACEUM sont stables et proches de 1,6 million de tonnes. Le Mexique importe près de 1 million de tonnes par an, doublant ses volumes en 10 ans. Ce pays est principalement fourni par les Etats-Unis. Ces flux découlent d'une meilleure compétitivité prix états-unienne, en particulier sur des pièces telles que le jambon dont la demande est bien plus forte au sud qu'au nord du Rio Grande. Le bassin de production canadien Québec-Ontario profite de sa proximité géographique pour fournir les grandes villes du nord-est des Etats-Unis en viande fraîche. Les échanges de pièces sont

majoritaires. Du Canada aux États-Unis, des Grandes Plaines vers la *Cornbelt*, les transports de porcelets se sont stabilisés à 4 millions de têtes par an ces dernières années.

3.2. Des échanges croissants à l'intérieur de l'UE

3.2.1. Les mouvements d'animaux s'inscrivent dans des chaînes de valeur internationales européennes

Dans l'UE, les exportations d'animaux vivants continuent d'augmenter, s'adaptant aux exigences croissantes sur le bien-être animal durant le transport et ce malgré les risques sanitaires. En 2019, plus de 27 millions de porcelets ont été transportés à travers les frontières européennes, auxquels s'ajoutent 6,7 millions de porcs charcutiers et 370 000 truies de réforme. À l'exception des reproducteurs de race pure, qui sont expédiés dans le monde entier pour leur valeur génétique, ce commerce de porcs vivants se limite souvent au trafic transfrontalier par camion : du Danemark vers l'Allemagne et la Pologne, des Pays-Bas vers l'Allemagne et de l'Espagne vers le Portugal. Ce transport existe aussi au sein de pays de l'UE, entre zones de naissance et zones d'engraissement, par exemple en Allemagne depuis le sud et l'est vers le nord-ouest.

Le transport de porcelets dans l'UE découle d'une spécialisation territoriale des exploitations et des filières, qui donne selon les pays un poids plus grand au naissance ou bien à l'engraissement et l'abattage (Roguet *et al.*, 2015). Le naissance est majoritaire dans les territoires contraints environnementalement (Dufлот et Cagnat, 2017) où les éleveurs ont un fort savoir-faire technique (Pays-Bas, Danemark), alors que l'engraissement et l'abattage se situent préférentiellement là où la rentabilité de ces activités est favorisée par les faibles coûts de main d'œuvre et la croissance des exportations de produits du porc (Allemagne, Pologne). Des chaînes de valeur internationales en Europe du nord (Roguet et Rieu, 2011) se sont formées et se renforcent.

Cette organisation spatiale est le résultat des avantages comparatifs entre pays voisins mais n'est pas généralisée. Dans des pays où la production est plus géographiquement isolée du reste de l'Europe prédominent des organisations où naissance et engraissement cohabitent régionalement (Espagne) voire dans les mêmes élevages (France).

3.2.2. Des échanges croissants de produits de plus en plus élaborés, adaptés aux clients et process industriels

Le commerce intra-UE a presque doublé dans les années 2000, pour ralentir, voire se stabiliser, ces dernières années. Le record a été atteint en 2018, lorsque le volume total a atteint 8,8 millions de tonnes. Les produits échangés sont de plus en plus élaborés. Le commerce intra-UE de viande fraîche ou congelée (64% du total) a progressé de 72% entre 2000 et 2019 alors que celui des produits transformés (20% du total) a progressé de 92%. Les autres produits (17% restant) ont progressé aussi : +72% pour les graisses et +137% pour les abats.

Les échanges de carcasses stagnent depuis 2010 à environ 1 million de tonnes par an. La Belgique est responsable d'environ la moitié de ces volumes, les envoyant principalement vers la Pologne et l'Allemagne où elles sont découpées, les pièces produites étant consécutivement consommées ou transformées dans le pays ou bien réexportées. Si les volumes d'échanges de pièces avec os ont progressé de 39% entre 2000 et 2019, ceux de pièces désossées sont passés de 772 000 tonnes en 2000 à 1,94 million de tonnes en 2019 (+151%). Les abatteurs-découpeurs proposent des pièces de plus en plus élaborées et déclinées aux besoins de la transformation.

Tableau 3 — Echanges Intra-UE, selon les groupes de produit

En millions de tonnes	2000	2010	2018	2019
Carcasses	0,6	1,1	1,1	1,0
Pièces avec os	1,7	2,8	2,6	2,4
Pièces désossées	0,8	1,5	2,1	1,9
Lard, graisses et saindoux	0,4	0,7	0,7	0,6
Abats 1	0,3	0,7	0,7	0,7
Produits transformés	0,9	1,4	1,7	1,6
Total	4,6	8,1	8,8	8,3

Source : IFIP d'après Eurostat, douanes

Ces spécialisations croissantes des marchés résultent de la spécialisation des entreprises dans certains process ou circuits commerciaux, et reposent aussi sur les différences d'habitudes alimentaires selon les pays. Quelques exemples : la France, déficitaire en jambons, importe, principalement d'Espagne, des muscles de jambon pour la fabrication de jambon cuit, produit phare national. En Allemagne l'industrie de charcuterie-salaison valorise assez fortement les épaules.

3.2.3. Une domination allemande et espagnole intra UE

Les cinq principaux exportateurs (Allemagne, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Danemark) représentaient 75% du total des exports intra UE en 2010, tombant aux deux tiers en 2019. En effet, les autres partenaires de l'UE prennent une part croissante aux échanges, tant à l'import que à l'export, parfois indépendamment de l'évolution de leur production nationale. La position de l'Allemagne a peu évolué entre 2010 et 2019, elle est à l'origine de 25% des échanges intra-UE. Mais la contribution de l'Espagne a progressé (de 11% à 15%), tandis que celle du Danemark a diminué (de 15% à 9%). La Belgique et les Pays-Bas représentant chacun environ 11% des échanges intra-UE. La Pologne occupe une part croissante des exportations intra-européennes, de 3% en 2010 à 7% en 2019.

Les tendances et fluctuations des volumes totaux échangés intra-UE dépendent de la demande des pays tiers, qui lorsqu'elle est forte assèche les volumes échangés intra-UE. A l'échelle des pays, la participation aux échanges UE dépend de la dynamique de production, de spécialisation, et de l'attraction des produits vers les pays tiers. La diffusion de la PPA en Pologne à partir de 2014 a entraîné la fermeture de la plupart des marchés asiatiques à cette origine, situation analogue en Belgique à partir de septembre 2018, ce qui a favorisé leur inscription dans le commerce européen. A contrario les exportations danoises se sont dirigées préférentiellement vers les pays tiers. L'Espagne a pu faire feu sur les deux fronts intra et extra UE grâce à l'augmentation de sa production. L'apparition de la PPA en Allemagne en septembre 2020 étend considérablement ce problème étant donné son poids dans les exportations de l'UE vers l'Asie.

Les importations intra-UE impliquent comme les exportations tous les pays mais sont également concentrées géographiquement. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la Pologne réalisent 48% des importations intra-UE en 2019.

4. L'INTERNATIONALISATION PAR LES FIRMES

L'internationalisation des filières porcines se matérialise par celle de ses échanges mais aussi de ses entreprises. Les entreprises multinationales dans le porc sont encore peu nombreuses mais leur nombre croît ainsi que leur étendue géographique. Les quelques exemples suivants illustrent la diversité des situations.

Danish Crown, coopérative d'élevage danoise et premier abatteur européen avec 22 millions de porcs, s'est progressivement implanté dans plusieurs pays. Les succursales étrangères complètent les activités de la filière danoise dans une logique de chaîne de valeur divisée internationalement. La succursale Sokolow en Pologne réalise abattage et transformation. Elle assure des débouchés aux élevages engraisseurs à capitaux danois implantés sur place, acheteurs de porcelets venant du Danemark. Dans son unité en Allemagne, Danish Crown profite de la main-d'œuvre à bas coût pour réaliser des opérations de découpe. Une grande partie de la viande danoise qui y est travaillée est réexportée. En 2019, l'incertitude du Brexit a poussé Danish Crown à vendre sa filiale déficitaire Tulip Ltd au Royaume-Uni. Enfin en construisant une usine de transformation en Chine, Danish Crown espère garantir son accès au marché de la viande sur place et espère bénéficier de l'élan de la reconstruction de la production. Tönnies Fleisch, société privée et principal abatteur allemand, a porté ses activités d'abattage à 20 millions d'animaux après le rachat du danois TiCan en 2017. Ainsi, dans le contexte de fermeture des marchés asiatiques suite à la PPA en Allemagne, Tönnies pourrait continuer de servir un certain nombre de clients internationaux au départ du Danemark. Aussi en septembre 2020, Tönnies a annoncé la construction d'un abattoir en Espagne pour assurer la croissance de l'entreprise. L'entreprise bénéficierait ainsi de la dynamique de croissance de la production espagnole et serait en mesure de maintenir ses exportations internationales. Il suivrait en cela l'exemple de Pini qui a ouvert le plus grand abattoir espagnol à ce jour fin 2019. Les deux plus grandes entreprises productrices de porc au monde, le chinois WH-group et le brésilien JBS sont les exemples les plus connus d'entreprises opérant de manière intercontinentale. WH produit en Chine, aux Etats-Unis et au Mexique, et dans l'UE en Pologne, Roumanie, Espagne, France. S'alignant comme la plupart des groupes chinois sur des objectifs nationaux, WH participe par sa production en Chine et les importations depuis ses sites de production à l'étranger à la sécurité et souveraineté alimentaire chinoises. JBS, premier producteur mondial de viandes, se caractérise par sa diversification (bœuf, porc et volaille) et sa présence sur les cinq continents.

Deux approches de l'internationalisation se distinguent. Tönnies, WH, JBS montrent la voie d'une internationalisation synonyme d'expansion des affaires et de diversification pour minimiser les risques de production, d'approvisionnements et de débouchés sans forcément de connexion tangible avec la base historique de l'entreprise autre que la connaissance du

métier. Au contraire la stratégie de Danish Crown découle davantage d'une volonté collective de la coopérative de valoriser au mieux les savoir-faire de ses éleveurs adhérents et maximiser la valeur créée par la filière. Mais cette stratégie d'internationalisation de la chaîne de valeur, qui établit des relations fortes d'interdépendances entre pays dans les étapes de la production, semble aussi la plus risquée dans un contexte sanitaire et commercial imprévisible.

CONCLUSION

Illustrée par les développements de la demande asiatique, de la croissance de production des principaux exportateurs, et de la spécialisation et division des opérations dans les bassins denses de production, les chaînes de valeur du porc s'internationalisent de manière croissante. Cette évolution repose sur l'exploitation d'avantages comparatifs, générateurs d'efficacité économique par la baisse des coûts de production, l'adaptation des produits à la demande et la recherche d'un nécessaire équilibre de valorisation de toutes les parties de la carcasse et des coproduits du porc.

Ces avantages comparatifs sont parfois naturels, mais plus souvent construits historiquement. A cet égard les évolutions sanitaires (PPA, Covid-19), politiques (Brexit, tensions commerciales internationales) et sociétales font partie des facteurs probables d'inflexion de cette internationalisation. La préférence croissante pour l'alimentation locale, les attentes sociétales sur les modes de production et la prise en compte des impacts environnementaux et sociaux vont dans le sens d'une production davantage maîtrisée et probablement localisée. Pour ce qui est de la sécurisation d'approvisionnement, l'expérience récente de la PPA en Asie montre que le recours aux marchés internationaux fait partie de l'arsenal de gestion de ces risques. Finalement, cette sécurisation, dans un contexte commercial, politique et sanitaire incertain, semble reposer, davantage que sur le repli sur soi, sur les conditions d'accès au marché et de maîtrise des débouchés et approvisionnements. Les investissements à l'étranger d'entreprises du secteur montrent à cet égard une voie originale. Mais ces stratégies pourraient se heurter aux attentes grandissantes des consommateurs sur l'origine de leur alimentation et des politiques sur les normes de production agroalimentaire.

REMERCIEMENTS

Cette étude a fait l'objet d'un financement par Inaporc.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Candau M., Rastoin J.-L., 2019. Transition alimentaire : pour une politique nationale et européenne de l'alimentation durable orientée vers les consommateurs, les filières et les territoires. Rapport de l'Académie d'Agriculture de France, 11 pages.
- Duflot B., Cagnat E., 2017. Les réglementations pour la protection de l'environnement dans quelques pays de l'UE : évolutions récentes. Journées Rech. Porcine, 49, 271-276.
- Lécuyer B., Van Fernej J.-P., 2018. Exportations de porc par l'Allemagne et l'Espagne, les raisons du succès. Journées Rech. Porcine, 50, 269-270.
- Pouch T., Mathieu Q., 2020. Covid-19, la menace qui plane sur la sécurité alimentaire mondiale. Analyses et Perspectives, Chambres d'Agriculture, n° 2006, avril 2020.
- Roguet C., Rieu M., 2011. Essor et mutation de la production porcine dans le bassin nord-européen : émergence d'un modèle d'élevage transfrontalier inédit. Journées Rech. Porcine, 43, 229-234.
- Roguet C., Gaigné C., Cariou S., Carlier M., Chatellier V., Chenut R., Daniel K., Perrot C., 2015. Spécialisation territoriale et concentration des productions animales européennes : état des lieux et facteurs explicatifs. INRA Prod. Anim., 2015, 28(1), 5-22.
- Rieu M., Roguet C., 2012. Tendances de l'élevage porcin dans l'Union européenne : un modèle en pleine mutation. Journées Rech. Porcine, 44, 219-227.
- Van Fernej J.-P., Rieu M., 2018. Les importations chinoises de viande de porc : enjeu de marché, enjeu politique. Journées Rech. Porcine, 50, 271-272.